



Autogestion et transformations technologiques

par Yvon BOURDET

Le monde évolue selon ses lois, mais l'action humaine introduit des transformations de plus en plus importantes, au cours de l'Histoire. Le développement de l'action des hommes est relatif à l'invention d'outils et de machines.

Les outils furent d'abord des objets qui prolongeaient, amplifiaient ou affinaient le travail de la main et conservaient donc à l'action humaine un caractère individuel. La captation des forces de la nature (moulins et machines cybernétiques) a ouvert les immenses possibilités du travail collectif. En un siècle, la puissance technologique s'est accrue davantage qu'au cours des millénaires précédents.

La question qui se pose est celle des rapports entre cet accroissement de puissance et la qualité de la vie. En d'autres termes, tout développement quantitatif de la science et des techniques est-il, *ipso-facto*, un progrès humain ? On l'a cru pendant longtemps, surtout au 19^e siècle et au début du vingtième, jusqu'à Hiroshima. Brusquement l'homme prométhéen (qui se croyait capable, selon la formule de Descartes, de devenir maître et possesseur de la nature) devient Epiméthée. Par la médiation, ici, de Pandore, là, d'Eve, les malheurs se répandent sur l'humanité, fruits amers de l'arbre d'une science capable de tuer tous les hommes en quelques instants.

Dès lors, ce qu'on appelait « le progrès » linéaire des sciences et des techniques, au lieu d'être automatiquement valorisé, fait problème. Aussitôt, d'autres valeurs du passé reprennent une place éminente : des penseurs, des artistes, au cours des siècles, ont at-

teint une sorte d'absolu par des chefs-d'œuvres indépassables. Quel est « l'avenir de la science ? » On ne peut le prédire aujourd'hui, mais ce qu'on sait déjà, c'est que la science ne peut prescrire le « Que faire ? », que la perception du Bien et celle du Beau sont indépendantes et d'autant plus nécessaires que l'accroissement de la puissance ne s'est pas accompagnée de celle de la sagesse. Cette situation est d'autant plus dramatique que les conséquences de la praxis peuvent, maintenant, atteindre le désastre universel ; pour le moment, nous n'avons atteint le potentiel démiurgique que pour détruire. Davantage, le déclenchement de l'apocalypse dépend de la décision de quelques-uns, aux antipodes de l'autogestion, alors qu'auparavant le risque s'était longtemps limité au duel hégélien qui créait le maître et le serviteur. Désormais, un seul maître peut anéantir des milliards de victimes. Les engins atomiques, les « têtes nucléaires » larguées du ciel ou surgies de la mer dominant notre destin. Nous sommes dépossédés du monde, hétérogérés au niveau cosmique. A quoi bon rêver de petites communautés autogérées, de refuges dérisoires, de niches, si la terre entière est rendue inhabitable ? Cela ne sert pas à grand-chose de parler de société duale : l'une hétérogérée dans les grands ensembles, l'autre réservée à la convivialité atomisable. L'autogestion sera générale ou ne sera pas.

Pour s'en convaincre, il faut parcourir plus finement cet itinéraire historique qui va de la maîtrise individuelle de l'artisan à l'automate taylorisé, au citoyen terrorisé de ne devoir son salut précaire qu'à la décision de quelques princes simplement « assagis » par la peur qu'ils s'inspirent réciproquement, mais dont la prudence n'exclut pas la folie.

Notre intention n'est naturellement pas de nous en tenir à la constatation banale de ces terribles dangers, mais d'essayer d'examiner s'il n'y a pas moyen d'échapper à cette « dépossession du monde » qui résulte, déjà, de la simple menace par les explosions thermo-nucléaires. Plus précisément, l'humanité peut-elle conserver en main son destin, c'est-à-dire s'autogérer, à mesure que la science et les techniques se développent ? Faut-il revenir en arrière ? N'est-ce pas là un simple vœu pieux ? Sinon quelles sont les conditions de possibilité *d'un contrôle collectif* du développement de la puissance de notre espèce.

L'AUTOGESTION ARTISANALE

Pour savoir où on peut aller, il n'est pas négligeable de savoir d'où l'on vient. Certes, chacun conçoit aisément que l'artisan peut s'autogérer, une fois acquis un savoir-faire spécifique. Même pendant sa période d'apprentissage, pour peu qu'il soit intelligemment guidé, il s'apprend à lui-même le métier, par les résistances inégales ou imprévues de la matière, par l'entretien, parfois, la fabrication

de son outil ou d'un instrument intermédiaire. L'hétéro-gestion par les leçons du maître est provisoire, elle indique une direction qui favorise la découverte du geste utile ; on doit se borner à mettre l'apprenti en position d'expérience, de telle manière que, semblable à l'esclave de Ménon, il ait l'impression d'apprendre ce qu'il ne savait pas qu'il savait. L'apprentissage est ainsi une sorte de parcours intérieur par une auto-adaptation permanente.

L'autogestion du travail de l'artisan résulte :

1. De ce que l'ouvrier comprend ce qu'il fait, qu'il subordonne lui-même les moyens à la fin qu'il poursuit et que ce but pré-existe dans sa pensée, assurant la conscience de l'adaptation efficace des gestes.
2. De ce que, tout en poursuivant la réalisation d'un modèle, il lui reste le choix de l'enchaînement des actes et des modifications qui sont suggérées par la matière ouvrée : un nœud dans le bois, par exemple, de telle manière que la visée du même paradigme (une table) aboutit, chaque fois, à un objet relativement original et qui peut être signé.

On pourrait objecter qu'un tel travail d'ébéniste est maintenant assez rare, mais il nous suffit qu'il existe à titre d'exemple, en vue de prochaines comparaisons. De plus, on peut remarquer que tout ce qui est dit de l'artisan vaut — et souvent à un degré supérieur — pour tous les artistes (dont l'importance ne saurait être jugé par le nombre — bien qu'il ne soit pas négligeable — dans la société globale). La création est par définition autogestionnelle qu'elle soit celle d'un artisan, d'un artiste, même amateur, d'un peintre du dimanche ou d'un bricoleur. On peut même constater que la monotonie du travail en usine suscite le désir d'une autre activité libre, tant est profond en l'homme le besoin d'autogestion. Davantage même, on va le voir, ce besoin intervient encore, d'une façon invisible, lorsque les transformations technologiques de l'outil semblent en avoir expulsé toute possibilité d'autonomie.

LES DIFFICULTES DU TAYLORISME ET L'AUTOGESTION INVISIBLE

On supposera, ici, connue la division tayloriste du travail. Il suffit de rappeler ce qu'elle implique en ce qui concerne les rapports entre variations technologiques et autogestion.

La fabrication d'un objet ayant été décomposée en une série d'actes simples dont chacun est confié à un ouvrier différent, il apparaît aussitôt une séparation, une coupure profonde entre l'ingénieur qui a conçu la série et les manœuvres qui sont réduits à l'exécution de gestes stéréotypés. On voit ainsi *qu'une transformation*

technologique engendre une autre société qu'il faut caractériser brièvement.

L'analyse classique du capitalisme décrit principalement le prélèvement de la plus-value par les propriétaires privés des *moyens* de production et il pouvait sembler que l'élimination des exploités engendrait aussitôt d'autres *rappports* de production. L'expérience historique, depuis la révolution de 1917, démontre que la conservation, voire le développement du système taylorisme du travail produit les mêmes séparations hiérarchiques entre les exécutants et ceux qui, sans être formellement propriétaires, se réservent l'exercice des décisions. En effet, l'usine taylorisée ne rassemble plus des hommes maniant des outils selon leur savoir-faire ; c'est la disposition en chaîne de l'outillage qui matérialise le savoir des ingénieurs et les ouvriers sont inclus dans ce système au titre d'éléments de l'outillage, étant donné que les machines, pendant longtemps, étaient incapables de fonctionner seules ; avant d'avoir su fabriquer des robots, on avait transformé l'homme en automate. Le *savoir* des ingénieurs était devenu un *pouvoir* de domination et même de *réification* des travailleurs enchaînés. L'ouvrier « spécialisé » était conditionné par son poste de travail ; il pouvait, en très peu de temps, « apprendre » les quelques gestes, indéfiniment répétés, pour compléter le travail machinal. Ses actes n'étaient plus guidés par la fin à atteindre mais par une fiche décrivant quelques mouvements limités. De ce fait l'ouvrier dépense sa force de travail mais n'est plus l'auteur de l'objet ; il se fatigue mais il n'est plus responsable de l'œuvre. Dans ce système technologique l'homme est utilisé au rabais, à un pourcentage infime de ses possibilités. La science et la technique sont accaparées par une minorité ; le savoir est devenu un capital pour l'asservissement, la déshumanisation du plus grand nombre. On voit donc ainsi que le *pouvoir de propriété par l'avoir*, dans les régimes du capitalisme privé, est, selon la formule prophétique de Proudhon, est remplacé par *la propriété du pouvoir*, obtenue par la *médiation du savoir* et plus précisément du savoir technologique.

Toutefois, cette conclusion ne résulte que d'un examen de première apparence, ou, plutôt, tel est le point de vue des ingénieurs qui, derrière les vitres de leurs bureaux, se croient capables de prévoir et de fixer à l'avance les mouvements de milliers de mains d'hommes pour ainsi dire décérébrés. Une analyse plus fine des conditions de travail a, depuis longtemps, montré, que l'usine ne peut « tourner » que par la collaboration active des prétendus automates. Il n'est pas question d'entrer, ici, dans le détail de la description du travail posté, car il y a une *preuve cruciale* de l'initiative cachée mais nécessaire des travailleurs : c'est *la grève du zèle*. Comme on le sait, cette dernière consiste à appliquer à la lettre, d'une *façon passive*, les prescriptions de l'encadrement technolo-

gique. On sait alors ce qu'il arrive : la dysfonction du système et finalement son blocage. Il y a quelques années, en France, les « aiguilleurs du ciel » avaient eu l'imprudence d'abandonner leur droit de grève pour une augmentation importante de salaire ; bientôt cette augmentation fut annulée par l'inflation des prix ; pour obtenir une revalorisation de leurs rémunérations, les aiguilleurs du ciel ne pouvaient se mettre en grève légalement et risquaient d'être licenciés. Ils décidèrent alors, non pas d'arrêter le travail, mais de le faire « à la perfection », selon les normes exigées, en appliquant les règlements sans tenir compte des circonstances, sans improviser. Ce faisant, ils auraient dû être félicités pour leur zèle !... Au contraire, ils furent accusés de sabotage et sanctionnés. La direction « ne voulut pas savoir » si les aiguilleurs appliquaient les règlements à la lettre, elle se borna à constater des perturbations et des retards dans l'envol et l'atterrissage des avions. Les employés avaient donc commis une faute, mais ce qui restait volontairement obscur, c'était la nature de la faute. Paradoxalement, les aiguilleurs étaient punis d'avoir trop bien appliqué le règlement, de ne pas l'avoir *clandestinement* adapté aux circonstances, comme ils le faisaient auparavant. Ces travailleurs, par leur grève du zèle, démontraient ainsi qu'ils faisaient ordinairement preuve d'une double intelligence : d'une part, ils étaient obligés de modifier les consignes par des actes mieux adaptés au but poursuivi et, en second lieu, ils devaient avoir l'habileté supplémentaire de dissimuler cette « interprétation » des règlements et même de faire semblant de les appliquer dans le détail, pour éviter des amendes. De la sorte, les aiguilleurs du ciel ne pouvaient ni appliquer à la lettre les directives ni les violer ; il fallait donc qu'ils occultent intelligemment l'adaptation intelligente qu'ils pratiquaient dans l'intérêt général et dans leur propre intérêt (pour percevoir un salaire).

Cette expérience est loin d'être isolée et sa portée est immense : elle prouve que lorsque le savoir est capitalisé par une prétendue élite dirigeante, le système se bloque, car il devient contradictoire. Ainsi, paradoxalement, la production industrielle qui, à l'époque du taylorisme, se présentait comme l'hétérogestion des ouvriers par la caste des dirigeants, n'était, en réalité, possible que par *l'autogestion invisible* des travailleurs, au niveau de l'exécution même des tâches. Cette créativité des mains est d'autant plus nécessaire qu'elle ne peut être *imaginée* par des ingénieurs. En effet, aujourd'hui, dans la technologie de pointe, c'est-à-dire la fabrication des robots, on *ne déduit pas* à partir de la science des ingénieurs, mais on essaye de *copier le savoir-faire* des ouvriers que les robots devront remplacer (par exemple, pour la peinture des automobiles).

Dans un souci de brièveté, on n'a évoqué que les mécanismes révélés par la grève du zèle, mais l'analyse détaillée des conditions

du travail taylorisé a fait apparaître bien d'autres dysfonctions : désintérêt pour le travail, d'où absentéisme, instabilité, accidents, chute du rendement, etc. C'est pourquoi, même si on estime que, dans certaines chaînes d'usine, le travail a été tellement émietté en une suite de gestes élémentaires qu'aucune invention n'est possible ni nécessaire, ces dernières dysfonctions subsistent et d'autres du même type à un niveau si massif que les entrepreneurs eux-mêmes en sont venus soit à modifier les conditions de travail soit à perfectionner la technologie (comme on le verra plus loin).

C'est dans les régions industriellement les plus avancées que le système de Taylor a commencé à être modifié et souvent abandonné. On s'est aperçu que c'était un mauvais calcul économique que de vouloir se passer de la créativité, de l'intelligence, du savoir-faire des ouvriers. Au lieu de n'utiliser que la force physique des travailleurs ne fallait-il pas prendre en compte leurs facultés d'invention et leur possibilité de perfectionner leurs geste par l'expérience ? Ce faisant — selon une comparaison de Marx — les entrepreneurs ressemblaient à ces peuplades qui tuaient leurs bœufs uniquement pour avoir du suif.

Aussi bien, en est-on, peu à peu, venu — au lieu de restreindre l'ouvrier à l'accomplissement de quelques gestes élémentaires — à lui confier des tâches plus complexes. On a d'abord pensé simplement à augmenter le temps de l'intervention de chaque opérateur (les tâches « élargies ») mais on s'est aperçu que l'attention des ouvriers risquait d'être distraite par la simple augmentation du nombre des gestes monotones, et on a cherché à rendre le travail de chaque poste plus intéressant (les tâches « enrichies »). Allant plus loin, on a brisé la chaîne et on l'a remplacée par des lignes parallèles qui désignent des « groupes autonomes de travail », disposant, à l'avance, d'un stock de pièces à usiner. Dans ces groupes, les travailleurs ont la latitude d'auto-organiser leur travail collectif et de rendre moins pesant le travail journalier par « la rotation des tâches », afin que ce ne soit plus toujours les mêmes qui aient à effectuer les actes les plus ennuyeux, les plus salissants ou les plus fatigants. De leur côté les patrons trouvent intérêt au remplacement de la chaîne continue par une juxtaposition de groupes relativement autonomes, car l'interruption ou la rupture d'un mailon ne provoque plus l'arrêt du travail à la chaîne ; la « grève bouchon » n'arrête plus le processus d'ensemble. C'est pourquoi les dirigeants d'entreprise vont encore plus loin dans l'autonomisation, en ne déterminant que *le but* à atteindre et en laissant au groupe autonome des ouvriers la liberté de choisir *les moyens* les plus appropriés (« direction participative par objectif »).

Ce recours à l'autonomisation du travail s'observe partout, dans les pays capitalistes comme dans les régimes socialistes. Lors

d'un colloque, organisé à Paris, les 6, 7 et 8 juin 1980, par *l'Institut de recherches marxistes*, animé par le Parti communiste français, on rappela l'existence, dès 1936, de « comités consultatifs » et, après la seconde guerre mondiale et la Résistance, de « comités mixtes à la production » de 1946, qui témoignaient d'un besoin « d'auto-gestion » (le mot n'était pas usité alors, dans la langue française) et qui, du moins, réalisaient certaines formes de participation.

Assurément, cette participation, qui accroît la productivité, est particulièrement bien appréciée par le patronat, et quelques participants du colloque précité ne manquèrent pas de s'interroger sur les possibilités de « récupération » des mouvements de base autogestionnaires par la classe dirigeante, préconisant un *consensus interclassiste* que l'on a pu observer en Allemagne fédérale, en Autriche et surtout au Japon. Le patronat français lui-même reconnaissait qu'on « ne dirige plus les hommes d'aujourd'hui comme hier » (1) et, plus explicitement encore, qu'il fallait « intégrer ce qu'il y a de fondamentalement juste dans l'utopie autogestionnaire » (2).

Il ne s'agit pas, pour le moment, de savoir si une telle « récupération » est possible, si, à mesure qu'elle se développera, elle ne modifiera pas les moyens de production et ne rendra pas les patrons inutiles. Il nous suffit de constater l'échec de la taylorisation, de cette tentative inhumaine d'inclusion du travail des mains dans le mécanisme technologique de la production. L'activité humaine n'a pu être entièrement mécanisée, et les patrons capitalistes ne sont pas les seuls à s'en être rendu compte ; les autorités soviétiques elles-mêmes en sont venues récemment à « produire de l'autogestion » comme le montrèrent plusieurs intervenants du colloque de l'Institut de recherches marxistes.

Devant la faible productivité résultant, pour une part, de l'introduction du taylorisme en Russie et de la bureaucratisation sociale, d'autre part, du manque de stimulants individuels (« faire fortune », voyager notamment à l'étranger) les autorités en sont venues à *organiser* « d'en-haut » une sorte de participation, par l'institution de « brigades autogérées ». Ces « brigades » sont des formations contractuelles, instituées, par délégation du parti, pour augmenter le rendement. Il n'y a pas là de véritable autogestion puisqu'il s'agit d'exécuter le plan central, établi par des instances supérieures », ni même, à proprement parler, de co-gestion (qui

(1) Cité par Jouary, dans *L'autogestion : une stratégie révolutionnaire, une démarche au présent*, actes du colloque des 6-7-8 juin 80, Paris, Institut d'études marxistes, 1980, p. 18.

(2) Affirmation de Ceyrac, président du patronat français, cité par Magiodas, *Ibid.*, p. 31.

suppose un *consensus* entre partenaires différents). Les *brigades* ne sont que des *organes d'exécution* qu'on a voulu rendre plus efficaces en leur permettant de *choisir eux-mêmes les moyens les plus adaptés pour atteindre le but fixé*. On est donc en présence d'une sorte d'*autogestion limitée aux modalités de l'exécution*. Il n'en reste pas moins que ce recours aux « brigades autogérées » révèle les dysfonctions du système hiérarchique de la bureaucratie. Et cela d'autant mieux qu'à côté de cette autogestion octroyée existe ce que le professeur Frioux, président de l'université de Paris VIII-Vincennes-Saint-Denis, appelle « une autogestion sauvage ». Cette dernière est, pour une large part, clandestine ; elle ne révèle donc point un tournant idéologique du système. Il s'agit principalement, face au système commercial défaillant, d'une économie parallèle non-marchande assurant un minimum de moyens et d'échanges. On ne peut réduire cette « autogestion sauvage » à un trafic individuel ; on se trouve en présence d'expériences partiellement socialisées.

Tous ces comportements, soit dans les usines, soit en dehors (lorsque la distribution des biens et services est elle-même réglementée) témoignent de la résistance humaine à la mécanisation, même si cette dernière se présente comme une organisation efficace parce que déduite de la science. Toutefois l'histoire de notre temps montre que si un certain nombre de petits groupes, pour échapper à l'hétérogestion imposée par la civilisation industrielle, se réfugient, « en amont », dans la vie « naturelle », voire dans la « vie pauvre », ce choix ne peut concerner qu'un petit nombre d'individus. Avec l'accroissement de la population mondiale, le développement de la production des biens s'avère indispensable et donc, en même temps, celui de la science et des techniques. Faut-il en déduire que les dysfonctions que nous venons d'analyser vont s'accroître, ou bien, au contraire, ces difficultés résultent-elles d'une technologie encore imparfaite de telle manière que le salut viendrait, non d'un retour en arrière, vers moins de technologie, mais d'un saut qualitatif, de l'apparition de nouvelles machines cybernétiques, capables de produire, sans intégrer le travail humain dans leur mécanisme ?

AUTOMATION ET AUTOGESTION

« Si les navettes du tisserand marchaient toutes seules », nous n'aurions pas besoin d'esclaves... mais c'était là, pour Aristote, une hypothèse absurde qui prouvait la nécessité du travail servile. Aujourd'hui, dans certains cas, des machines automatiques et auto-régulées produisent des objets sans que la main de l'homme intervienne comme moyen intermédiaire. Cependant ce succès technologique dans l'automatisation n'a pas supprimé la nécessité du travail humain ; il a, au contraire, introduit des perturbations auxquelles la société moderne n'a pas encore su s'adapter.

En théorie et à la limite, une usine automatisée n'aurait pas besoin d'ouvriers, mais ce n'est là qu'une « vue de l'esprit ». Tout d'abord, ces ensembles cybernétiques ne peuvent pas s'auto-reproduire. De la sorte, le travail humain a subi un simple « déplacement » en amont et en aval de l'unité de production et, d'autre part, de nouveaux emplois ont été créés, notamment pour la *surveillance* des machines, et plus précisément pour les arrêter et les remettre en marche après réparation. Ces nouvelles fonctions introduisent un changement fondamental : au lieu d'être un élément d'un engin matériel, l'homme se situe désormais d'une certaine façon en dehors du processus de fabrication et, surtout, dans une position pour ainsi dire dominante, d'examen, de contrôle et d'intervention. Au lieu d'être asservi à la répétition des mêmes gestes, l'ouvrier doit être à l'affût de l'incident, plus ou moins prévisible et y apporter une solution adaptée. Certes, souvent, les accidents se répètent, mais on ignore le moment où ils vont se produire et on se trouve dans une marge d'incertitude qui n'est pas, bien sûr, l'équivalent de la liberté, mais qui a tendance à s'en rapprocher par une certaine indétermination. De plus le travail est « enrichi » car la surveillance est polyvalente, d'autant plus qu'un homme a, presque toujours, plusieurs machines à contrôler. En réalité, dans les premiers temps du taylorisme, les hommes étaient introduits dans le mécanisme de la chaîne parce que les machines n'étaient pas assez perfectionnées pour produire un objet sans intervention humaine dans le processus d'ensemble. Il en résultait une différenciation entre les hommes, selon leur poste dans l'entreprise. Comme les O.S. (ouvriers spécialisés) étaient des éléments insérés dans la chaîne et, pour ainsi dire, faisaient partie de l'outillage, d'autres hommes (les petits chefs) assuraient la surveillance de leurs « semblables infériorisés ». Non seulement, parfois, l'O.S. avait ses mains attachées à un élément mobile de la machine (pour éviter les faux mouvements et les accidents) mais il était, de surcroît, surveillé, voire puni par les petits chefs. Le perfectionnement des forces productives par l'automation et l'informatique tend à faire disparaître la domination de quelques hommes sur les autres ; ainsi le « gouvernement des hommes » tend à faire place à « l'administration des choses » par un collectif d'ouvriers informés, ce qui ouvre, tout naturellement, la voie à l'autogestion.

Toutefois, il ne faut pas oublier qu'une telle informatisation ne se trouve que dans les secteurs dits « de pointe » et que les anciennes conditions de travail subsistent dans de nombreux secteurs. De plus, dans un premier temps, l'introduction de machines plus sophistiquées supprime des emplois et crée le chômage de quelques-uns au lieu d'aboutir à une diminution de temps de travail pour tous. L'O.S. dont le poste est éliminé ne devient pas, du jour au lendemain, utile à une autre place et la diminution du temps de travail, sans amputation du salaire, est limitée par la concurrence,

entre pays inégalement développés, sur le même marché mondial. D'autre part, si, comme on l'a vu, l'automatisation élimine, pour une bonne part, les petits chefs, elle n'engendre pas, non plus, d'emblée un groupe homogène, composé d'ouvriers d'un haut degré de technicité. L'illusion vient de ce qu'on considère le fonctionnement de l'ensemble automatisé, et non la mise en automation. Pour cette dernière opération, il faut distinguer plusieurs rôles : le *projecteur* qui conçoit une hypothèse à vérifier ou un objet à produire ; l'*analyste* qui étudie les moyens de calculs compte tenu des appareils dont il dispose ; le *programmeur* qui décompose le projet en éléments et le reconstruit suivant un code ; la *perforatrice* qui prépare les fiches à introduire dans l'ordinateur ; enfin l'*opérateur* qui met en marche l'ordinateur.

Il est facile de remarquer que ces divers rôles sont subordonnés. Le cas de la perforatrice est particulièrement significatif. Une dactylo qui frappe une lettre ou un article peut comprendre souvent le texte qui lui est confié ; elle veille à l'orthographe, détermine elle-même la présentation, etc. ; une perforatrice frappe un signe après l'autre, sans être en mesure de savoir ce qu'elle fait. Ainsi, dans l'état actuel de la technologie, la mise en service des ordinateurs a créé de nouveaux emplois (il faut donc rectifier l'anticipation rapide qui voyait déjà des « usines sans hommes » ou « presse-bouton ») mais elle n'a pas créé une « nouvelle classe ouvrière » homogène et de haute qualification.

Allant plus loin, quelques-uns prétendent que l'ordinateur, par la rapidité avec laquelle il effectue des calculs très complexes, apparaît, non point tout à fait comme un surhomme, mais comme un « outil-mystère » que l'on utilise sans en comprendre le mécanisme. On ne retrouve donc pas, chez tous les utilisateurs, la transparence qui existe, au niveau de l'artisan, entre le maniement de l'outil et la création de l'objet. Il arrive qu'un chercheur, par exemple, en sciences humaines, commande et commente savamment des calculs statistiques qu'il est incapable de vérifier. Ainsi cette introduction de l'*outil-mystère* dans le travail restreint, pour beaucoup, les possibilités d'une activité autogérée qui présuppose qu'on puisse se déterminer en toute connaissance de cause.

Telle était bien, d'une façon plus générale, l'objection qui était faite à « l'usine du plan », exposée par Pierre Chaulieu (pseudonyme de Cornélius Castoriadis) dans le numéro 22 de la revue *Socialisme ou Barbarie*. Au niveau macro-politique ou d'une économie nationale, les décisions sont prises par une minorité dirigeante, voire par un monarque, héréditaire ou élu, et non par l'ensemble du peuple, pour la raison invoquée que ce dernier n'est pas en mesure de juger en connaissance de cause. Chaulieu montrait que la complexité des calculs, maintenant bien maîtrisée par les ordi-

nateurs, n'empêchait aucunement de présenter les diverses options d'une façon claire et accessible à tous. Il suffisait qu'un organisme spécialisé, appelé « usine du plan », étudie les coûts des diverses hypothèses, compte tenu des données de fait : matière première, outillage, main d'œuvre etc. Cette usine établirait également, non seulement les projets séparés, mais leur comptabilité. Sans entrer, ici, dans les détails de ces calculs, on peut comprendre que les grandes options politico-économiques puissent ainsi être soumises au choix de l'ensemble du corps social, au lieu d'être réservées à quelques ministres ou présidents qui s'approprient la science des experts. Le secret, on le sait, est un des moyens — peut-être le plus ancien, au moment de la découverte de l'écriture — de la domination de classe de prétendues élites sur la masse des hommes. L'usine du plan serait ainsi un « outil-mystère » fonctionnel et à l'usage de tous. La non-compréhension du mécanisme interne d'une automobile n'empêche personne de la conduire, de contrôler sa vitesse, de la mettre en marche ou de l'arrêter. De même, lorsque nous parlons, nous ignorons, presque tous, ce qui se passe dans notre cerveau et dans nos nerfs. Le mystère est partout depuis l'herbe qui pousse jusqu'à l'infinité de l'univers. Ce qu'on peut toutefois éviter, ce sont les secrets artificiels, détenus par une minorité que « l'usine de plan » avait pour fonction de rendre publics.

Plus généralement, l'automation et l'informatique peuvent contribuer, en théorie du moins (car, encore aujourd'hui, les structures dominantes peuvent fausser les mécanismes à leur profit), à ce qu'on pourrait appeler un bon usage démocratique de « l'outil-mystère ». En effet, les dirigeants ne comprennent pas toujours le détail des calculs opérés par les « experts », ils sont ainsi dans la même situation que la plupart des hommes et, parfois, réduits à faire confiance à leurs subordonnés. La structure hiérarchique traditionnelle est ainsi sapée. Autrefois, lorsque le chef donnait un ordre absurde ou simplement erroné, il pouvait, au moment de l'échec, se disculper sur ses agents qui avaient mal compris ses instructions ou qui avaient commis des fautes d'inattention. Lorsque l'ordinateur, aujourd'hui, déduit quasi instantanément les conséquences logiques d'un choix, la bétise du dirigeant est aussitôt exhibée. De plus, en automation, la rapidité de l'exécution des ordres provoque un accroissement de la consommation des décisions. Le champ du décideur devient si vaste que l'on est contraint de décentraliser les décisions et de multiplier les décideurs. On arrive ainsi à un système, comme le réseau téléphonique, avec une intercommunicabilité quasi « horizontale » qui met en connexion toutes les parties de l'ensemble.

Il ne s'agit, certes, par ces brèves remarques, que d'envisager des perspectives. De nombreux problèmes, de multiples difficultés n'ont pu même être évoqués. Mais il semble qu'on puisse comprendre

que le développement de la science et de la technique ouvre les possibilités d'un accroissement des moyens de production et d'auto-détermination et permette d'adjoindre à la critique du Capital, celle des capitales, ces labyrinthes des secrets d'Etat qui entretiennent la coupure de classe de la société. En ce sens, l'automation et l'informatique qui, à première vue, apparaissent associer le mécanique et la complication, peuvent devenir, par un contrôle collectif, des moyens pour autogérer de grands ensembles sociaux.



Critique Socialiste
Numéro 42 - 1^{er} trimestre 1982
Pages 73 à 84